

ALGER, 23 octobre. — Le bilan des plastiquiers de l'OAS s'établit, pour la journée de lundi, à deux morts et trois blessés. La ville de Bône a enregistré 11 explosions hier soir entre 21 et 23 heures début du couvre-feu. Dans cette ville 10 de ces attentats étaient dirigés contre des magasins algériens.

Dans l'un d'eux, un jeune homme de 25 ans, Bellil Mohamed, a été tué. Il avait entendu l'une des explosions et se précipita à la fenêtre de son magasin. C'est à ce moment que la charge, déposée sur le rebord de la fenêtre, a fait explosion, le déshiquant.

A Constantine six charges ont fait explosion hier, l'une d'elle a tué une coiffeuse d'origine européenne, de 63 ans, Mlle Tournoi. Les autres explosions visaient des

magasins ou des appartements d'Algériens. A Alger 5 charges ont fait explosion entre 20 et 23 h. 45. L'une de ces explosions a fait deux blessés : Mme Jeanne Jacquot et un jeune Algérien de 3 ans, le petit Abdelkrim Hachaibou ; elle avait été placée dans une poubelle laissée sur le palier d'un immeuble de la rue Levacher, dans le centre de la ville.

L'officier supérieur de l'Armée de l'Air — le commandant René Postie — tué lundi matin à Alger, a été assassiné par des agents de l'OAS de trois balles tirées dans la nuque à bout portant, déclaration dans les milieux autorisés à Paris. Les deux assassins d'origine européenne, ont réussi à prendre la fuite.

IL FAUT EN FINIR AVEC LA GUERRE D'ALGERIE, avec la répression, les atrocités, le sang, la mort, la terreur, la peur, la honte, la déshonneur du peuple algérien, de l'intégrité territoriale de l'Algérie. — 0 — En ces jours anniversaires

LES ALGERIENS ENSEMBLE COMMUN L'ENSEMBLE DES PARTISANS DE LA PAIX IMMEDIATE EN ALGERIE. Paris, le 23 octobre 1961. La C.A. de la C.G.T.

# UNE BRÈCHE S'OUVRE dans le "mur du silence"

## Nouveaux témoignages sur les disparitions et les mauvais traitements infligés aux travailleurs algériens

DERRIERE les communiqués officiels de la préfecture de Police, il y a la réalité. Une réalité qui vient confirmer, chaque jour, des informations toujours plus nombreuses concernant les conditions de la répression qui s'est abattue, la semaine dernière, sur les travailleurs algériens de la région parisienne. Pour des raisons faciles à comprendre, il ne nous est pas toujours aisé de publier ces informations.

« Ce n'est pas la première fois... »  
Cependant, l'émotion est telle que, ça et là, des brèches sont pratiquées dans le mur du silence dressé par le pouvoir autour de la répression policière. Lundi c'était « Le Figaro » qui parlait des « brigades » et des violences atteignant l'ensemble d'une communauté. Puis hier, « Le Monde » et « La Croix » ont posé, à leur tour, un certain nombre de questions après la découverte des cadavres de deux Algériens retirés de la Seine à Argenteuil.

« Ce n'est pas la première fois, écrit « Le Monde », que des corps d'Algériens sont retirés de la Seine. On attribuait jusqu'à présent aux règlements de compte entre le FLN et le MNA ces assassinats... »  
Cependant depuis quelques semaines, et surtout depuis le couvre-feu imposé aux musulmans, des organisations syndicales et des groupements politiques attirent la responsabilité de certaines de ces « exécutions sommaires » à la police.

« Le Monde » rappelle, à ce propos, des communiqués récents des syndicats de la Régie Renault concernant la disparition d'ouvriers algériens de Billancourt, puis il évoque un article paru dans le dernier numéro de « Témoignages et Documents », consacré à ces disparitions.

Ajoutons que, dans une lettre à de Gaulle, l'Union départementale des Syndicats COT de la Seine citait, pour sa part, le cas de quatre travailleurs algériens de l'entreprise Erickson, à Colombes, qui auraient été basculés dans la Seine. Un seul a réussi à s'échapper et il a révélé les faits après avoir passé la nuit sous un pont.

De multiples témoignages  
Au sujet de ces témoignages, « Le Monde » faisait hier la remarque suivante :  
« Il ne faut probablement pas espérer, dans le climat actuel, que leurs témoignages puissent être recueillis et contrôlés afin d'apporter la lumière sur de telles affaires. Du moins peut-on souhaiter que les opérations menées par la police s'effectuent de moins en moins de façon mystérieuse : le fait que la presse en soit systématiquement tenue à l'écart, et qu'elle n'ait pu visiter les camps de triage ou de regroupement dans la région parisienne, laisse en effet le champ libre à toutes les suppositions. »

Pour sa part, l'hebdomadaire marocain « Al Iqtisad » a publié, samedi dernier, sous le titre : « En France, la colonie marocaine est en danger », un article dans lequel il révèle les faits suivants :

« A titre d'exemple prenons le cas de M. El Fassi. M. El Fassi est un étudiant de l'Ecole de Télécommunication de Paris, qui après une rafle et avoir passé la nuit au commissariat, est sorti des locaux de la police le visage défiguré. Deux ouvriers marocains ont pu, par miracle, échapper à la rage de la Seine dans la région d'Asnières, où la police française a voulu les faire noyer. C'est grâce à leur aide qu'ils ont pu se présenter à notre ambassade pour protester. D'autres ouvriers marocains d'Argenteuil ont été retrou-

« Quant à ces conditions d'incarcération, un extrait du récit adressé à « Libération » par un groupe de soldats du contingent de garde au Palais des Sports pour donner une idée de ce qu'elles ont de dramatique :  
« Environ 400 CRS, autant de policiers, le long des galeries qui descendent jusqu'en bas, ainsi que le long du couloir, avec bar, w.-c., tout autour de la salle. Revolvers, fusils automatiques, pistolets mitrailleurs, MAT 1954, tous chargeurs pleins. Sur la scène, des tables des commissaires et des inspecteurs en civil, derrière les rideaux, le ring; derrière encore, l'infirmerie.  
« Interrogatoires sur la scène. Parfois, un Algérien commença un discours, lancé quelquefois après-midi de la Seine à hauteur du pont de Bezons. Les trois victimes paraissent âgées d'une trentaine d'années.

« Les trois victimes paraissent âgées d'une trentaine d'années, vers les mains et les pieds liés au fond de la Seine et la tête trouée d'une balle. Est-ce que cela va continuer ?  
« La colonie marocaine en France se compose de 80.000 Marocains. Et c'est sur tout le territoire français que nos compatriotes marocains subissent les « bons regards » de la police. Dans la région parisienne, les services affluents de toute part et le parti de l'istigat reçoit des centaines de lettres venues de toutes parts et dénonçant « l'hospitalité » française... »

« Les journalistes repoussés « avec soin »  
Nous le disions plus haut, le voir gaillarde à dressé un véritable mur autour de tous ces faits et de la Ligue des Droits de l'Homme regrette, hier à ce propos, qu'on « ait interdit aux journalistes l'accès des lieux de détention ».

« Elle s'élève également « contre les sévices dont ont été l'objet des détenus » et s'élève « des déplorables conditions d'hygiène et de l'inconfort des locaux où ont été enfermés des milliers d'Algériens ». Elle demande, enfin, leur libération immédiate.  
Le journal « La Croix » a évoqué, lui aussi, dans son édition d'hier, les conditions de détention des travailleurs algériens.  
« Nous continuons de recevoir, dit-il, un sujet des conditions d'internement des Nord-Africains arrêtés vendredi dernier, des précisions fort pénibles.  
« Si nous avions un vrai Parlement », c'est dès la fin de la semaine dernière qu'une commission d'enquête aurait pénétré dans les centres de triage et les journalistes ont évidemment été repoussés avec tant de soin.  
« Déjà nous avions connu le convoi modeste », un cours de confort en avait fait bénéficier du confort Air France, quelques expulsés, en l'honneur de qui fu-

rent convoqués photographes et cinéastes. Cette façon de procéder devait fatalement produire le plus fâcheux effet sur tous les citoyens qui réfléchissent... »

Ce qui s'est passé au Palais des Sports  
Quant à ces conditions d'incarcération, un extrait du récit adressé à « Libération » par un groupe de soldats du contingent de garde au Palais des Sports pour donner une idée de ce qu'elles ont de dramatique :  
« Environ 400 CRS, autant de policiers, le long des galeries qui descendent jusqu'en bas, ainsi que le long du couloir, avec bar, w.-c., tout autour de la salle. Revolvers, fusils automatiques, pistolets mitrailleurs, MAT 1954, tous chargeurs pleins. Sur la scène, des tables des commissaires et des inspecteurs en civil, derrière les rideaux, le ring; derrière encore, l'infirmerie.  
« Interrogatoires sur la scène. Parfois, un Algérien commença un discours, lancé quelquefois après-midi de la Seine à hauteur du pont de Bezons. Les trois victimes paraissent âgées d'une trentaine d'années.

« Un homme se lève de son fauteuil, demande à un CRS la permission d'aller au w.-c. Un coup de pied l'envoie quelques marches plus bas. Craignant de s'être mal fait comprendre, il remonte et estale de nouveau de parler. Le matraque le crâne, il roule jusqu'en bas, ne bouge plus.  
« La troupe assure la distribution de nourriture. Par repas, 100 gr. de pain, un morceau d'os ou de graine ; les restes des caecrnes de Paris. Parfois, une orange et une tranche de pain d'épice (1 kg. suffit pour 50 hommes) ou 30 gr. de confiture dans un sachet de cellophane. »

Ceux qui restent : toujours la même histoire  
Et puis, il y a ceux qui ont été libérés et qui ont rejoint leur domicile, comme au bidonville de Nanterre.  
« Ceux-là, écrit hier « France-soir », on a vite fait de les reconnaître : leurs visages ou des blancheurs de gâze, leur yeux sont ternes. Ils parlent dix fois, quinze fois, ils racontent la même histoire. Pourtant leurs amis veulent bien les croire, mais ce sont eux qui n'arrivent pas à y croire.  
« Je m'appelle Bouzla Mal foud, j'ai 27 ans. Je travaillais comme manœuvre spécialisé dans une entreprise de travaux publics, mais on m'a arrêté près du Château, puis conduit au commissariat. On m'a battu. On m'a encore battu à Vincennes. Hier matin, à 7 heures, pourtant, m'a dit : « Tu es libre » Ce matin, je suis allé à l'hôpital à Puteaux. On m'y a fait ces pansements. »

« France-soir » cite encore un témoignage :  
« — L'ouïs Ben Kateem, 29 ans, je suis peintre et j'ai été dans une entreprise, 23, rue de Bercy. Je sortais de mon travail quand on m'a arrêté. J'ai retrouvé les autres à la porte de Vincennes. Nous sommes restés là-bas sans rien manger. J'ai été battu à coups de matraque et à coups de poing. »

## « Si vous saviez combien cela fait chaud au cœur... »

Dans notre courrier d'hier matin, cette lettre qui nous est adressée par un travailleur algérien :  
« J'ai été libéré de « Coubertin » dimanche après avoir été arrêté mardi MATIN vers midi... Je suis directement rentré chez moi et j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres le tract reproduisant le communiqué du 18 octobre de votre Bureau Politique. Si vous savez combien cela fait chaud au cœur. C'est pour cela et pour la réaction du bon peuple de France que je tiens à remercier, au nom de tous les Algériens, votre journal et votre Parti, à l'avant-garde de la démocratie. »  
Merci mille fois, camarades, frères de combat et d'espérance ».

## Délégation de MAIRES communistes à la PRÉFECTURE de la SEINE pour réclamer des mesures en faveur des familles algériennes

UNE délégation de maires, appartenant à l'association des Elus républicains, s'est rendue hier à la préfecture de la Seine où elle a été reçue par un représentant du préfet. Cette délégation, composée de Raymond Barbet (Nanterre), Georges Marrane (Ivry), Albert Perrotin (Bagneux), Baron (adjoint au maire de Saint-Denis), Guesnier (Bobigny), Paulette Hamon (adjoint au maire de Villejuif), Pierre Kérouret (Romainville) et Pierrette Petitot (Villetaneuse) a tout d'abord, protesté contre les mesures discriminatoires prises à l'égard des Algériens et elle a condamné les violences policières qui se sont exercées la semaine dernière.  
Puis la délégation a longuement exposé au représentant du préfet de la Seine les aspects sociaux ancrés tragiques qui ont résulté de cette situation. Plusieurs exemples ont été rapportés par les maires de communes où vivent des Algériens et ces cas, hélas ! ne sont pas isolés.

Elle a ensuite exposé un certain nombre de mesures d'urgence qui devraient être prises en faveur des familles où l'homme a été arraché à son foyer ; notamment, que les femmes continuent à percevoir les allocations familiales et qu'elles aient des facilités pour payer leurs loyers.  
Les membres de la délégation ont signalé également que, depuis huit jours, les municipalités qu'ils représentent avaient organisé la solidarité en faveur des familles de travailleurs algériens, distribuant des secours et accordant la cantine gratuite aux enfants. Les maires ont donc demandé au préfet qu'un crédit soit ouvert à cet effet.  
Il leur a été répondu hier soir que rien n'était prévu. Quant à la situation des femmes et des enfants qui restent seuls en France, on leur a indiqué que des dossiers allaient être constitués et qu'on leur proposerait de repartir en Algérie. La délégation a fait observer que cela ne changerait rien à leur situation puisque ces familles seront partiellement libérées, dans des camps de regroupement.

Le Comité de vigilance des juristes :  
« Une législation d'exception qui bafoue les droits élémentaires »  
Les avocats membres du Comité de vigilance des juristes républicains et protestent avec véhémence contre les mesures de discrimination qui frappent, sur le sol français, la masse de la population algérienne.  
Stigmatisant de la répression sanglante des manifestations pacifiques, les services dont les Algériens sont victimes et des conditions scandaleuses de leur séquestration.  
Constatant que telle est la situation créée par une législation d'exception sans cesse aggravée qui a infligé l'arbitraire et qui bafoue les droits élémentaires de la personne humaine. »

L'U.D. C.G.T. de la Seine renouvelle aux autres organisations syndicales ses propositions d'action pour la paix en Algérie  
L'Union des Syndicats COT de la Seine vient à nouveau de s'adresser aux autres organisations syndicales départementales. Elle a adressé une lettre à la C.F.T.C. et au S.E.R.F. ainsi qu'à l'U.D. F.O. bien que celle-ci ait refusé de participer à la dernière entrevue.  
Après avoir rappelé ses propositions précédentes et les traits

essentiels de la situation, la lettre dit :  
« Nous croyons la situation actuelle suffisamment grave et dangereuse pour que des efforts soient faits afin de surmonter les difficultés qui peuvent nous séparer et qu'ensemble nous agissions pour imposer enfin la paix en Algérie. »

« Si nous avions un vrai Parlement », c'est dès la fin de la semaine dernière qu'une commission d'enquête aurait pénétré dans les centres de triage et les journalistes ont évidemment été repoussés avec tant de soin.  
« Déjà nous avions connu le convoi modeste », un cours de confort en avait fait bénéficier du confort Air France, quelques expulsés, en l'honneur de qui fu-